

Bruxelles, capitale socialiste

• On ne compte plus les socialistes qui accèdent à des fonctions stratégiques de direction à Bruxelles.

• L'opposition bruxelloise dénonce une mainmise jamais atteinte sur les outils socio-économiques de la Région.

• Malgré les discours sur l'indépendance des sélections, la politisation bat son plein. Comme il y a 30 ou 40 ans.

Les compétences PS à tous les étages

La nomination de Laurence Bovy à la direction de l'intercommunale Vivaqua a jeté un nouveau coup de projecteur sur un phénomène connu mais qui, avec le temps, prend des proportions qu'il est de plus en plus difficile d'attribuer à un concours de circonstances.

A Bruxelles, le PS est aux commandes d'un nombre impressionnant d'organismes publics dont les missions sont pour le moins stratégiques. M^{me} Bovy, ex-collaboratrice de Laurette Onkelinx, patronne de la Fédération du PS bruxellois, n'est arrivée que troisième parmi les candidats en lice pour le poste mais fut néanmoins choisie par le conseil d'administration pour rempla-

cer Christiane Franck, PS également. Une nomination qui n'a rien de politique et qui repose sur les compétences de l'intéressée et sur l'indépendance du conseil d'administration, jurait en décembre Yvan Mayeur, bourgmestre et président PS de Vivaqua. Mais qui peut encore y croire ?

Car il en fut de même pour la désignation, en 2013, d'Olivia P'tito, ex-députée PS, à la direction de Bruxelles Formation. Ou encore celle, quelques années auparavant, de Grégor Chapelle, ex-échevin PS de Forest, comme directeur d'Actiris, le pararégional de remise à l'emploi. Gros employeur, l'Agence Bruxelles-Propreté est dirigée par Vincent Jumeau, ancien collaborateur du député-bourgmestre de Saint-Josse Emir Kir (PS) quand ce dernier était secrétaire d'Etat bruxellois en charge de la Propreté publique. Citydev, outil de développement économique cette fois, est dirigé par Benjamin Cadranel (PS),

ancien chef de cabinet du socialiste Charles Picqué lorsqu'il était ministre-Président bruxellois. Gilles Delforge, directeur de la Société d'aménagement urbain (qui assure la promotion de sites tels que Delta, l'hippodrome de Boitsfort ou encore Josaphat) est issu du cabinet de l'ex-bourgmestre PS de Bruxelles Freddy Thielemans.

Fleurissent les exemples

D'autres exemples ont fleuri ces dernières années. Ainsi, si la nouvelle agence régionale bruxelloise pour le stationnement est dirigée par Eric Du-bois (étiqueté SP.A), le PS en a offert la présidence à Jean-Pierre Van Gorp, passé du MR au PS à Schaerbeek. Jamil Araoud est passé, lui, directement du cabinet du ministre-Président de la Ré-

gion Rudi Vervoort (PS) au nouvel organe régional de prévention et de sécurité. Laurette Onkelinx a surpris en s'emparant personnellement de la présidence du CA de Visit.brussels, l'office régional du tourisme. Et quand fut annoncée la création future d'un musée d'Art contemporain à Bruxelles, il était déjà en-

tendu qu'Yves Goldstein, chef de cabinet démissionnaire de Rudi Vervoort, continuerait à diriger le projet. Pour ensuite diriger le musée? La question reste ouverte.

Au niveau régional, il n'y a guère que la Stib, pilotée par le CEO Briec de Meeûs, sans étiquette politique, qui échappe à la tutelle directe d'un socialiste. Encore que Yonnec Polet, secrétaire fédéral du PS bruxellois, a été placé comme vice-président. Au rayon des intercommunales, on relèvera une présence forte du PS dans les secteurs

de l'eau et de l'énergie. Sibelga est historiquement dirigé par Luc Hujoel, étiqueté PS, alors qu'Yvan Mayeur, bourgmestre PS de la Ville de Bruxelles, préside Vivaqua, qui doit absorber une autre intercommunale, Hydrobru.

Fort de ses 25 % aux dernières élections régionales (2014), le Parti socialiste continue de dominer largement le gouvernement bruxellois composé de 6 partis politiques (PS, Défi, CDH, Open VLD, CD&V, SP.A). Ajoutons l'étendue du pouvoir socialiste à la Ville de Bruxelles sur le centre historique et le plateau du Heysel.

Des pratiques "choquantes", dit le MR

Il ne reste que quelques miettes aux autres partis. Au MR et chez Ecolo, on s'est d'ailleurs inquiété en 2016 de la volonté du gouvernement régional de créer trois nouveaux organismes paraterritoriaux (urbanisme, fiscalité et Selor). Pour Ecolo, la députée Zoé Genot dénonce une *"mainmise quasi totale sur les matières relatives à l'urbanisme"* et la création d'organismes échappant au contrôle du parlement. Pour le MR, le député Vincent De Wolf parle de pratiques *"choquantes"* et d'un phénomène atteignant *"des dimensions inégalées"*. *"Tous les leviers économiques de la Région sont aux mains des camarades"*, ajoute un MR.

Laurette Onkelinx n'a pas souhaité répondre à nos questions. Faute de temps, assure sa porte-parole, avant de nous renvoyer vers le cabinet de Rudi Vervoort. Eludant nos questions sur les implications démocratiques de cette situation ou sur la gouvernance publique, il nous a répondu ceci : *"Les mandataires qui sont désignés par le gouvernement bruxellois et dans l'ensemble des administrations et organismes bruxellois le sont sur base de procédures légales avec appel à candidatures et jury, avec une let-*

tre de mission claire, des évaluations régulières et pour une durée limitée." Seul compte la compétence, ajoute le ministre-Président.

Mathieu Colley

“Rien n’a changé depuis les années 60”

Entretien **Mathieu Colleyn**

Régis Dandoy est politologue à l’UCL. D’après lui, les pratiques n’ont guère évolué depuis les années 60-70 en matière de politisation de l’Etat. Eclairage.

Quel est votre regard de scientifique sur le phénomène de politisation du pouvoir administratif ?

Qu’un parti essaye de mieux gérer en politisant une série de cadres et de postes relève d’une tendance logique qu’on observe en Belgique pour faciliter la prise de décision. Cela facilite les contacts entre les décideurs et ceux qui appliquent les décisions. Disposer de gens inféodés permet des canaux de communication plus efficaces pour répondre à une question parlementaire, par exemple. Il y a une logique d’efficacité dans une participation telle que la Belgique.

Les partis ne présentent pas les choses comme cela et évoquent en général des procédures de sélection indépendantes.

Ils n’assument pas tout à fait cette politisation. Celle-ci existe depuis les an-

nées 60. A l’époque, il y avait des répartitions implicites entre les partis du gouvernement. Dans les années 80, des accords secrets répartissaient les influences. Dans les années 90, tout cela a été révélé et la politisation est devenue un sujet médiatique. Ecolo a mené une bataille contre ces pratiques qui sont moins politiquement correctes

aujourd’hui. Pour les préserver, les partis politiques ont voulu rendre les sélections plus objectives avec des chasseurs de têtes ou des procédures indépendantes. Mais le résultat est toujours le même. La politisation est identique.

Rien n’a changé ?

Malgré ce discours officiel de dépolitisation et les tendances à plus de transparence observées ces dernières années, il y a eu très peu de changement. Tout ce qui tourne autour a changé mais concrètement, c’est toujours la même chose.

On observe souvent la nomination d’anciens membres de cabinets ministériels.

Cela relève de cette tendance à vouloir récompenser les bons petits soldats. Cela s’observe dans quasi tous les partis

mais il ne faut pas oublier des dynamiques individuelles. Dans les cabinets, on saute avec le ministre. Pour trouver un job en cas de souci, on fait tout pour se positionner au mieux.

Les membres de cabinets sont souvent mieux armés, en termes de connaissance des dossiers, pour réussir les assessments.

En effet. Ce ne sont pas des saints. Ils font cela parce qu’ils aiment la chose publique, le débat et le pouvoir. Ils peuvent, après le cabinet, devenir député ou bourgmestre ou obtenir un poste dans la fonction publique. Je ne la justifie pas mais c’est une tendance relativement normale. Le parti cherche à étendre sa mainmise et les ambitions individuelles jouent également un rôle.

A Bruxelles une surreprésentation socialiste ne s’est-elle pas installée ?

Cette surreprésentation s’explique aisément. La politisation est proportionnelle au poids du parti dans la majorité. A Bruxelles, c’est difficile de donner des postes à responsabilités aux Flamands et au niveau francophone, les rapports de force sont favorables au PS. Le CDH n’est pas en forme et Défi se positionne

contre la politisation et ne joue pas à ce petit jeu. Les partis moyens ont moins de ressources humaines, cela laisse le champ libre au PS qui ne se fait pas prier. C’est la conséquence de décennies de développement de l’Etat belge en fonction du poids des partis. La question de la transparence se pose nettement, notamment au regard de la représentation démocratique des présidents de parti. Par ailleurs, la création d’organismes parastataux éloigne la gestion du contrôle parlementaire et citoyen. Cette perte de contrôle démocratique pose question.

La question du manque d’alternance politique ne se pose-t-elle pas également ? Le PS a toujours été au pouvoir depuis 1989 à Bruxelles.

Nous ne sommes plus vraiment dans une méritocratie, on ne monte plus les échelons de l’administration mais les promotions s’obtiennent grâce à une carte de parti. Ce n’est pas près de changer. Aucun parti n’a intérêt à se défaire de ce système. Les épisodes du cumul en Wallonie et de Publifin montrent toutefois que l’opinion publique et les médias sont là pour surveiller tout cela.